

L'HISTOIRE FACE AU POLITIQUE

L'anthropologie historique, l'histoire sociale et culturelle constituent aujourd'hui, à n'en pas douter, l'une des forces des études africaines. Le renouvellement des méthodes orales et archivistiques, la construction d'objets bien moins dépendants des hagiographies impériales ou au contraire « authentiques » et nationales, la publication de nombreux bilans critiques et auto-critiques, permettent à l'histoire africaine de prétendre à une certaine unité de perspective qui dépasse, quoi qu'on en pense, les clivages liés aux africanismes du dedans et du dehors. Les domaines du politique furent les premiers territoires conquis par l'histoire : la construction des États anciens, les résistances à la colonisation et les reformulations nationalistes ont occupé les chercheurs pendant près d'un quart de siècle mais aujourd'hui ce sont les domaines de l'économie, du social, du symbolique, du religieux et même de l'intellectuel qui sont dans l'Histoire.

Pour couronner cette évolution, la science politique, en reconnaissant ses antécédents anthropologiques et historiques, a permis provisoirement au politique d'échapper aux histoires des sociétés et des cultures. Bref à l'instar, ou sous l'influence, de l'historiographie de l'Occident, l'histoire africaine, dans ce qu'elle a de meilleur et de novateur, semble (je dis bien semble, n'étant moi-même qu'un observateur-consommateur extérieur) avoir progressivement oublié les pouvoirs dans leur logique proprement politique. A force d'imbriquer le politique dans autre chose et finalement dans tout, on a dissout conflits, violences et volontés de pouvoir.

La revendication démocratique remet au goût du jour le pouvoir ou du moins le partage du pouvoir. La mise en branle des mouvements sociaux repose à l'évidence toutes les grandes et anciennes questions du pouvoir et du jeu du politique. Que peut alors faire l'histoire pour rattrapper l'histoire qui se fait ? Au-delà de l'histoire immédiate, de l'enregistrement des mémoires individuelles et collectives, c'est l'histoire coloniale, précoloniale aussi, qui peut être relue à la lumière de ces nouvelles questions. La transmission des pouvoirs est aussi celle des savoirs. Mais pourquoi le refus des idéologies du nationalisme ou la volonté d'identifier les acteurs sociaux réels du processus de modernité suscitent-ils une attitude pour le moins réservée dès qu'il s'agit de revenir sur ses pas politiques ?

Études de cas ou de recherches en cours, réflexions plus méthodologiques (voire techniques ou épistémologiques), comparaisons interdisciplinaires (le renouveau, du moins français, de la science politique africaniste est-il une occupation naturelle des espaces de l'Histoire ou le résultat d'une imagination théorique plus efficace ?), nature des terrains opérationnels pour les historiens, conséquences de l'africanisation assez massive de la discipline : voilà quelques-unes des questions qui nous interpellent. Je n'aurai garde d'oublier les débats toujours présents qui voient les pouvoirs partagés entre l'oralité et l'écrit, entre le populaire et l'élitisme, entre la démagogie et le silence, le développement et la catastrophe. Les pouvoirs du politique ont bien le droit à leur propre histoire. Car après tout n'est-ce pas de ce thème que l'histoire vit et survit ?

L'Histoire face au politique ? A relire le titre de ce numéro sous forme d'interrogation, on pourrait répondre très simplement en évoquant l'engagement concret des historiens dans la politique en ces temps de recomposition politique. Ainsi Laurent Gbagbo en Côte-d'Ivoire, Alpha Konaré au Mali et Abdoulaye Bathily au Sénégal, pour ne citer que les plus réputés des francophones, s'essayent à faire l'histoire politique actuelle de leur pays. Faut-il vraiment aller plus loin pour trouver une utilité sociale, une pertinence méthodologique, voire une « leçon » à la réflexion sur l'histoire du passé, ancien ou récent ?

Dès ses origines l'historiographie africaniste manifeste une forte inquiétude méthodologique ou épistémologique, en tout état de cause politique. L'intervention de Cheikh Anta Diop dès le milieu des années 1950 crée un clivage impossible à éviter : quels sont ceux qui ont le droit de parler de l'histoire africaine ? Des débats nationalistes vont s'engager : pensons notamment à ceux qui vont animer les départements d'histoire de Dar Es Salaam, d'Ibadan, de Makerere et de Nairobi, au cours des années 1960-1970 (1). A la suite de cette première période, des bilans plus synthétiques se dessinent au cours des années 1975-1985. L'occasion en est fournie par l'écriture de manuels (2), par des politiques éditoriales (3), par la volonté de mettre un peu d'ordre dans le « commerce des idées usagées » (4). Mais à relire toute cette littérature,

(1) Voir par exemple A. Temu and B. Swai, *Historians and Africanist History : a Critique*, London, Zed Press, 1981.

(2) Je pense notamment à C. Coquery-Vidrovitch et H. Moniot, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 1974 ; Ph. Curtin, S. Feierman, L. Thompson and J. Vansina, *African History*, London, Longman, 1978 et B. Freund, *The Making of Contemporary Africa*, London, Macmillan, 1984.

(3) Voir les thèmes historiques de la *Sage séries*, dirigée par P. Gurkind, l'importance de la discipline historique dans les publications des éditeurs L'Harmattan et Karthala.

(4) Je reprends l'expression à B. Jewsie-

wicki, « L'Histoire en Afrique ou le commerce des idées usagées », in A. Schwarz (sous la direction de), *Les faux prophètes de l'Afrique ou l'Afr(eu)canisme*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1980, pp. 69-87. Lire également du même auteur « African Historical Studies. Academic Knowledge as Usable Past and Radical Scholarship », *African Studies Review*, vol. 32, 3, 1989, pp. 1-76. Ce « review paper » commissionné par l'*African Studies Association* complète sur le plan méthodologique le bilan établi par F. Cooper, « Africa and the World Economy », *African Studies Review*, vol. 24, n° 2-3, 1981, pp. 1-86.

une petite déception s'installe sournoisement : à l'exception notable des « Écoles » (l'expression n'est pas de moi) de Bujumbura et de Dakar, la voix française et africaine francophone se fait peu entendre dans toutes ces discussions. Quelles que soient les raisons de cette situation qui touche plus généralement l'historiographie du Tiers monde ainsi que l'anthropologie (5), il semble que la conjoncture est en train de se renverser et ce numéro donne quelques exemples d'une nouvelle façon d'aborder le politique. Cette histoire du politique est aussi une histoire pour le politique : elle est plus qu'une histoire immédiate puisqu'elle construit des objets « politiques » en s'inspirant des traditions anthropologiques bien établies de l'historiographie africaniste.

M. Diouf, B. Jewsiewicki nous montrent la voie dans leurs études de cas. L'histoire politique semble au premier abord une histoire urbaine faite de bruits, de rumeurs, de peurs et des murs de la ville. Pour C. Coquery-Vidrovitch c'est l'évidence même puisque c'est là que peut naître la démocratie africaine. Après les bilans, l'heure est aux hypothèses (6). La politique peut d'ailleurs dicter sa loi à l'histoire et lui refuser jusqu'à ses fonctions classiques de l'histoire témoignage ou de l'histoire récit.

Mais peut-on se lancer dans l'histoire du politique d'hier ou d'aujourd'hui si les instruments nous viennent à faire défaut (7), si les interprétations du politique ont pour tâche permanente de dévoyer le sens des mots, le sens des événements, c'est-à-dire le sens de l'histoire ? J.P. Chrétien reprend le dossier bien connu du Burundi et du Rwanda pour confirmer la présence du politique là où on parle de savoir ou d'ethnie. N'oublions pas dans la même veine la forte colère de M. Cahen (voir la rubrique Magazine) à l'encontre des effets pernicieux des chauvinismes linguistiques.

C'est qu'en ces matières, l'histoire est, de façon indissociable, à la fois une pratique sociale et une pratique académique. C'est E. Wamba-dia-Wamba qui nous le rappelle dans la pure tradition radicale de l'Université de Dar Es Salaam : les intellectuels et les masses sont vouées à se rencontrer mais qui se sert exactement de l'autre (8) ? En écho à ce texte, l'analyse de l'expérience du History Workshop sud-africain par B. Bozzoli nous démontre sur une courte période (une douzaine

(5) Voir nos remarques sur ces points dans *La longue marche de la modernité africaine*, Paris, Karthala, 1990.

(6) Voir son bilan rédigé pour l'ASA, « The Process of Urbanization in Africa ».

(7) C'est en quelque sorte ce qui est arrivé à Françoise Raison qui a dû surseoir provisoirement, pour des raisons de ce genre, à un examen des sources de légitimation du pouvoir au service du président malgache Ratsiraka, qui trouvait parfaitement sa place dans le thème de ce numéro.

(8) Je renvoie aux autres textes d'E. Wamba-dia-Wamba, « How is Historical Knowledge Recognized ? », *History in Africa*, 13, 1986, pp. 331-344 et « Colonial Legacy and Historiography », *Orientalia Karalitania*, Cagliari, 1992.

Sur les débats tanzaniens voir J. Copans, *La longue marche...*, op. cit. et « Some Debates on the Debates », in J. Hartmann (ed.), *Rethinking the Arusha Declaration*, Copenhagen, Ch. Michelsen Institute, 1991, pp. 144-150.

d'années) la puissance des liens entre conjoncture politique, idéologies sociales, culturelles et nature des propositions théoriques ou méthodologiques. La manière de faire l'histoire à l'université est loin d'être innocente. Non seulement le point de vue « gramscien » de B. Bozzoli et de ses collègues a pu être l'objet de critiques, vives ou moins vives (9), mais on peut s'interroger sur la manière dont ce savoir, ces discussions, ces méthodes vont être évalués dans le cadre de la conjoncture de l'après-apartheid. L'expérience évoquée par P. Kallaway, celle de la préparation du futur enseignement de l'histoire, est des plus significatives et ses leçons dépassent les frontières de la République d'Afrique du Sud. Les stratégies « réformistes » du pouvoir blanc peuvent l'emporter très facilement sur l'idéologisme moins concret du nationalisme africain. Les véritables conditions du partage du pouvoir peuvent donc se lire en filigrane de ces débats « pédagogiques ».

Il revenait tout naturellement à un historien africain francophone, E. M'Bokolo, de fournir le témoin de la course de relais qui se déroule dans les pages qui suivent (voir la chronique scientifique) : les conditions de fabrication d'un manuel francophone d'histoire africaine éclairent indirectement les motivations de revendications démocratiques qui ne sont plus seulement nationalistes.

Tous ces historiens nous rappellent avec des convictions diverses que l'histoire africaine doit préserver les qualités d'une discipline scientifique malgré les convulsions qui l'ont agité depuis le début de son histoire. Notre conclusion ne peut, dans ces conditions, être que pragmatique : il y a urgence à élaborer une politique (scientifique et pédagogique) de l'histoire africaine. Car c'est là que peut s'exprimer et s'expérimenter, indépendamment des raisons politiques des publics savants ou populaires, la pensée et la réflexion sur le choix politique au sens vrai du terme. C'est là, en d'autres mots, que pourraient et devraient se dessiner les vertus civiques de l'Afrique de demain (10).

J.C.

Dossier thématique établi par Jean Copans

(9) Voir l'article de M. Morris cité par B. Bozzoli ainsi que T. Ranger, « History from South Africa : Audiences and Alliances », *Southern African Review of Books*, vol. 4, 3, n° 19, 1991, pp. 4-5, et J. Krikler, « Waiting for the Historians », *Southern African Review of Books*, vol. 3, 6, n° 16, 1990, pp. 16-17.

(10) Je pense rejoindre sur ce point les conclusions du remarquable article de J. Lonsdale, « Le passé de l'Afrique au secours de son avenir », *Politique africaine*, n° 39, 1990, pp. 135-154.